


REPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix - Travail - Patrie ----- MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ----- SECRETARIAT GENERAL ----- Unité de Coordination des Subventions du Fonds Mondial et des Partenaires de la Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme ----- Comité National de Lutte contre le SIDA ----- Groupe Technique Central ----- Secrétariat Permanent		REPUBLIC OF CAMEROON Peace - Work - Fatherland ----- MINISTRY OF PUBLIC HEALTH ----- GENERAL SECRETARIAT ----- Coordination Unit of Global Funds and Partners Grants for Fight against Aids, Tuberculosis and Malaria ----- National AIDS Control Committee ----- Central Technical Group ----- Permanent Secretariat
--	---	---

N° 1572/2025/AMI/MINSANTE/SG/UCS/CNLS/GTC/SP/SPA/CUACH

Yaoundé, le 17 AVR 2026

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

**UN APPEL A CANDIDATURE EST LANCE POUR LE RECRUTEMENT
D'UN CONSULTANT NATIONAL POUR L'ELABORATION DE LA
STRATEGIE NATIONALE ET DU CADRE OPERATIONNEL DES
PARTENARIATS PUBLIC-PRIVE POUR LE FINANCEMENT ET LA
DURABILITE DU SECTEUR DE LA SANTE AU CAMEROUN.**

I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La riposte sanitaire au Cameroun, bien que marquée par des progrès significatifs, fait face à une double vulnérabilité : la persistance de défis épidémiologiques majeurs et une crise soudaine du financement extérieur.

- **VIH/SIDA** : Le pays a enregistré des succès remarquables avec une baisse de la prévalence (2, 6 en 2025) et une couverture thérapeutique de 93 % en 2023. Le nouveau PSN 2024-2030 vise désormais les objectifs "95-95-95" de l'ONUSIDA avec une approche centrée sur la personne.
- **Tuberculose** : L'incidence a reculé de 23 % entre 2015 et 2021. Toutefois, la notification des cas augmente (+10% en 2022) et la montée de la tuberculose multi-résistante (TB-MR) impose un renforcement de la stratégie "End TB".
- **Paludisme** : Le Cameroun demeure l'un des pays les plus endémiques d'Afrique. Malgré des innovations (vaccination des enfants, Conférence de Yaoundé 2024), les défis persistent : résistance aux insecticides, accès limité aux zones rurales et impact du changement climatique.



Le paysage du financement sanitaire est en plein bouleversement. Jusqu'ici, le gouvernement américain (via le PEPFAR) couvrait 38,2 % des besoins du PSN VIH. Cependant, la décision présidentielle américaine du 25 janvier 2025, ordonnant la suspension de toute aide extérieure pour 90 jours, paralyse les agences clés (CDC, USAID, etc.).

Face à cette instabilité des partenaires traditionnels, le Cameroun doit accélérer sa transition vers l'autonomie financière. Le financement du Plan Stratégique National ne peut plus dépendre majoritairement de l'aide extérieure. Il devient urgent de :

- **Mobiliser les ressources domestiques**, notamment via le secteur privé.
- **Optimiser les dépenses de santé** par des mécanismes de coordination plus efficaces.
- **Structurer des partenariats durables** capables de compenser les chocs de financement internationaux.

Le système de santé camerounais est structurellement fondé sur un modèle pluraliste où le partenariat public-privé (PPP) constitue la colonne vertébrale de l'offre de soins. Avec une part substantielle des prestations de santé assurée par les structures privées (confessionnelles, laïques et entreprises), le secteur privé ne se limite plus à un rôle d'appoint, mais s'impose comme un acteur majeur de la résilience sanitaire nationale.

Le paysage du financement de la santé au Cameroun traverse une période de mutation critique. La stagnation, voire la baisse des financements internationaux, couplée à la suspension de certaines subventions majeures, impose une transition rapide vers une souveraineté financière.

Dans le cadre de la nouvelle subvention GC7 (2024-2026) du Fonds Mondial, le Gouvernement camerounais s'est engagé à placer la mobilisation des ressources domestiques au cœur de sa stratégie. Le secteur privé dispose de ressources propres, d'infrastructures sanitaires et de mécanismes de couverture (assurances maladie, RSE) qui représentent un gisement de financement sous-exploité.

Malgré son activisme, l'engagement du secteur privé souffre de trois faiblesses majeures :

0
1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

1. **Fragmentation** : Les interventions sont sporadiques, isolées et non alignées sur les priorités du Plan Stratégique National (PSN).
2. **Invisibilité** : Faute de mécanismes de collecte de données, la contribution financière et technique du privé n'est pas reflétée dans les statistiques officielles (Comptes Nationaux de la Santé).
3. **Absence de Cadre Régulateur** : Le manque de formalisation juridique et opérationnelle limite la confiance mutuelle et freine les opportunités de co-investissement à grande échelle.

Pour transformer cet appui ponctuel en un **partenariat pérenne, structuré et coordonné**, le recrutement d'un Consultant National est indispensable. Il ne s'agit plus seulement de recenser les acteurs, mais d'élaborer une **Stratégie Nationale de PPP** assortie d'un **Cadre Opérationnel**.

I- Profil du consultant

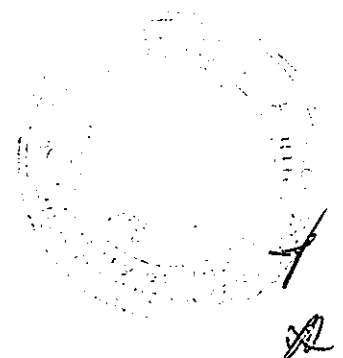
1- Qualifications académiques

- Être titulaire d'au moins un **Diplôme supérieur (Bac + 5 minimum)** en économie de la santé, finances publiques, droit des affaires, gestion des systèmes de santé ou tout autre domaine connexe.

2- Expériences professionnelles et expertise

- **Expérience Générale** : Justifier d'au moins **07 ans d'expérience** professionnelle dans le conseil stratégique, l'analyse des systèmes de santé ou la gestion de projets de développement.
- **Expérience Spécifique** : * Avoir conduit au moins **deux (02) missions similaires** portant sur l'élaboration de stratégies nationales, de cadres réglementaires ou de manuels de procédures en matière de **Partenariats Public-Privé (PPP)**.

Justifier d'une expérience avérée dans la conception de **mécanismes de financement de la santé** ou de mobilisation de ressources domestiques.



3- Compétences Techniques (Hard Skills)

- **Connaissance du Contexte** : Une parfaite connaissance du paysage industriel et économique camerounais (notamment les secteurs extractifs, agro-industriels et de services) et de leurs enjeux RSE.
- **Maîtrise Institutionnelle** : Maîtrise des mécanismes de financement des partenaires multilatéraux, spécifiquement les outils de la subvention GC7 du Fonds Mondial et du PEPFAR.

Suivi et Évaluation : Capacité démontrée à concevoir des cadres de mesure de performance et des indicateurs de suivi financier.

4- Aptitudes Relationnelles (Soft Skills)

Excellentes capacités d'analyse, de synthèse et de facilitation d'ateliers de haut niveau (Dialogue Public-Privé).

II- Composition du dossier

Les candidats intéressés sont invités à soumettre :

1. Une proposition technique détaillant la méthodologie proposée, l'expérience similaire, les qualifications du consultant, une bonne compréhension des Termes de Références
2. Une proposition financière détaillée
3. Un CV détaillé du consultant
4. Des exemples de travaux similaires réalisés précédemment
5. Les références (03) professionnelles

I. Critères d'évaluation

- **Technique (70%)** :
 - Méthodologie proposée (25%)
 - Travaux similaires (20%)
 - Qualifications du consultant (25%)

[Signature]
A.

- Financier (30%) : Rapport qualité-prix

II. Durée et modalités d'exécution

La mission est prévue pour une durée de 90 jours calendaire à compter de la signature du contrat. La charge de travail estimée est répartie comme suit :

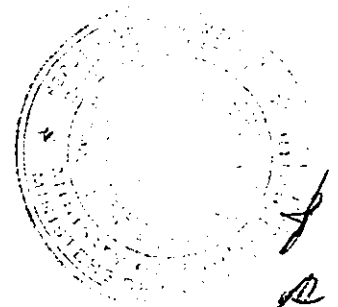
- Travail de bureau (Revue, Analyse, Rédaction) : 40% (36 jours)
- Travail de terrain (Enquêtes, Entretiens, Collecte) : 40% (36 jours)
- Facilitation et Ateliers (Dialogue Public-Privé, Validation) : 20% (18 jours)

Le consultant devra structurer son intervention autour de quatre piliers opérationnels :

1. **Pilier Data & Diagnostic** : Immersion dans les pôles économiques pour extraire les données financières réelles du secteur privé.
1. **Pilier Ingénierie Stratégique** : Traduction des besoins en un cadre de partenariat formel (PPP).
2. **Pilier Capitalisation** : Mise à disposition d'outils de Suivi-Évaluation (S&E) pour la pérennité.

III. Missions

- 1- Réaliser un diagnostic exhaustif (Cartographie) des contributions actuelles (financières et matérielles) du secteur privé.
- 2- Définir les axes stratégiques de la collaboration État-Secteur Privé pour la période 2024-2030.
- 3- Proposer des mécanismes incitatifs (fiscaux, réglementaires) pour encourager l'investissement privé dans la santé.
- 4- Élaborer un Cadre Opérationnel et un Guide de Gestion des PPP en santé.
- 5- Concevoir un Plan de Suivi-Évaluation (S&E) pour tracer et valoriser les flux financiers privés dans les statistiques nationales.



IV. Livrables

La mission est déclinée en cinq (05) produits majeurs :

- L1 : Rapport de démarrage (Méthodologie, outils de collecte et chronogramme validés).
- L3 : Document de Stratégie Nationale PPP Santé (Vision, axes stratégiques, piliers de durabilité).
- L4 : Cadre Opérationnel et Manuel de S&E (Procédures de gestion, indicateurs KPI, fiches de reporting pour les entreprises).
- L5 : Rapport Final de Mission (Intégrant les résultats de l'atelier national de validation et feuille de route 2024-2026).

V. Rapport de mission

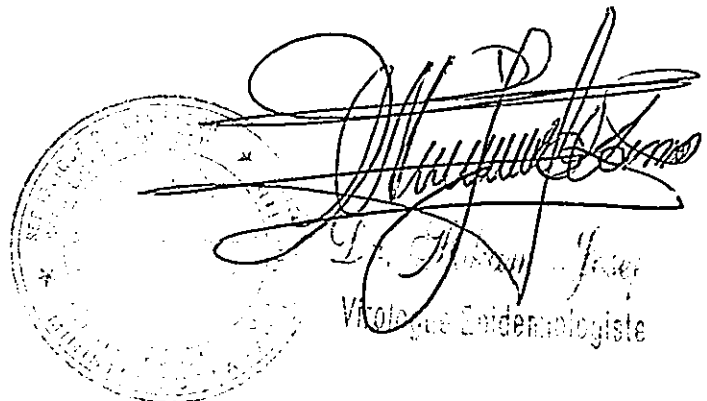
- Un compte rendu de mission pour le consultant devra être remis dans un délai de 10 jours après la fin de la mission.
- Langue du rapport : français ou anglais.

VI. Soumission des candidatures

Les dossiers de candidature devront être déposés physiquement contre décharge au plus-tard le *04/05/2026* à l'Unité Achat du Comité National de Lutte contre SIDA.

NB : 1) Toute candidature ne respectant pas le profil demandé ne sera pas retenue. Il en sera de même pour tous les dossiers incomplets.

2) Aucun candidat ne peut postuler pour plusieurs postes de consultant



[Signature]
Virologue Epidémiologiste

d